

# à la rencontre des femmes

**Dernier des grands pays occidentaux à avoir accordé le droit de vote aux femmes, la France peine toujours à reconnaître les fortes inégalités et discriminations que subissent les femmes. Pis encore, avec les récentes mesures prises par le gouvernement, les inégalités se creusent.**

Cette aggravation généralisée résulte de la montée des insécurités sociales et économiques. Les femmes, et particulièrement les jeunes femmes, sont plus que les autres touchées par toutes les formes de précarité.

Dans le même temps, partout, que ce soit en France ou à l'échelle de l'Europe et du monde, les femmes contestent et protestent contre l'ordre établi. En France, avec l'unité qui s'opère pour obtenir une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, à Bruxelles lors de la rencontre des femmes des Balkans ou à Trieste lors du séminaire à propos des violences, toutes ont témoigné des mêmes causes et des mêmes effets, mais toutes aussi cherchent à s'organiser, à riposter et à se battre pour le respect de leur dignité et acquérir l'égalité.

jour après jour, nous mesurons combien il est important de battre la droite et toutes les politiques libérales. Depuis la Fête de l'Humanité, le mouvement antilibéral se rassemble, travaille les propositions alternatives et commence à écrire une nouvelle page de l'histoire, pour une France du progrès. Nous avons envie que cela marche, nous ne voulons pas de redite, d'une gauche qui échoue tous les deux mandats et d'une droite qui, elle, revient tous les deux mandats. La pression médiatique est forte pour masquer l'offre politique antilibérale, mais nos raisons d'espérer et d'agir peuvent envahir les quartiers, les entreprises, rassembler des milliers de femmes pour imposer d'autres choix.

Menons ce débat partout. À la présidentielle comme aux législatives, soyons les plus utiles au rassemblement. Notre conférence nationale, espérons-le, ira dans ce sens et arrêtera la position de notre parti.

Dans quelques semaines, les collectifs unitaires se prononceront sur le ou la candidate du rassemblement et nous avons la conviction que Marie-George Buffet peut, comme elle l'a fait au moment de la campagne contre le traité constitutionnel, conduire le rassemblement à la victoire. Dans les collectifs unitaires, avec d'autres femmes, nous pouvons porter cette candidature qui, aussi, se bat pour les droits des femmes et est reconnue comme telle.

Allons à la rencontre des femmes et battons-nous pour que le rassemblement antilibéral s'imprègne des plus en plus du féminisme et combatte toutes les discriminations sexistes.

**Élisabeth Ackermann**



## Éminisme Commu

commission

**Droits des femmes/féminisme**

### OCTOBRE 2006

#### Activité de la commission nationale

- CR de la commission nationale
- Appréciation des débats femmes à la Fête **Page 2**
- Audition au Sénat **Page 3**
- Préparation des Assises régionales pour l'emploi **Page 4**

#### Monde

- UNFPA appelle les gouvernements à protéger les droits des femmes migrantes
- Afganistan: assassinat de Safia Annajan chargée des droits des femmes dans la province de Kandahar **Page 4**

#### Europe

- L'appel de la conférence organisée par Initiative féministe européenne **Page 5**

- Agenda **Page 6**

# compte-rendu de la réunion du 29 septembre 2006

9 présents et plus de 15 excusés

Confrontées aux inégalités depuis toujours, les femmes subissent de plein fouet les effets des politiques libérales. Les échanges ont porté sur les conséquences des mesures gouvernementales à l'égard des femmes. Pour la commission, l'heure est à la riposte et à la construction d'une autre alternative. À partir des contacts qu'elles et qu'ils ont, elles et ils ressentent le besoin de s'adresser aux femmes et de faire entendre les voix féministes à l'occasion des échéances de 2007. Pour nombre de participantes, il faut démontrer ce que les médias véhiculent avec l'idée que le scénario Sarkozy/Ségo serait écrit d'avance.

À cette étape, nos propositions n'insistent pas assez sur la partie féministe de notre politique et de notre programme. Il faut aller plus loin que la seule féminisation du vocabulaire et enrichir notre politique et notre programme.

### un point d'analyse a également été fait sur les débats de la Fête de l'Huma

La Fête de l'Huma 2006 a été plus que jamais rebelle et impertinente, remettant en cause les idées toutes faites, bousculant l'ordre établi, mettant dans le champ des possibles la mondialisation des peuples. Cette fête a été un moment de respiration, un carrefour de rencontres, où la parole a circulé en toute liberté dans les débats et dans les spectacles. C'est tout cela qui rend cette fête populaire unique et en fait un événement majeur dans un climat où le bipartisme est érigé en règle de vie.

Tout est fait pour confisquer le débat, la confrontation, pour parler de personnes et non de contenus. Tout au contraire, la Fête de l'Huma a été un forum permanent à des milliers de voix. Je crois que nous avons toutes et tous été frappés par l'écoute des participant-e-s dans les débats ou lors du meeting de Marie-George Buffet. Notre commission a su initier des moments forts autour de la loi cadre contre les violences faites aux femmes et sur la condition des femmes migrantes. Nous avons ainsi mis en valeur le travail collectif que nous menons en réseau avec d'autres féministes. À l'Agora ou à l'espace des Bouches du Rhône, notre combat féministe n'est pas apparu comme un supplément d'âme mais comme fondateur de toute transformation sociale.

Quant au débat entre Gisèle Halimi et Marie-George Buffet, cette dernière a su montrer avec panache ce qu'une communiste/féministe porte dans la campagne des présidentielles. Une réussite donc pour toutes celles et tous ceux qui luttent pour faire reculer le patriarcat. Quel dommage que trop peu de camarades se soient investies dans ce travail !

Laurence Cohen

De même, un engagement important des femmes communistes dans les collectifs unitaires est nécessaire pour que le programme anti-libéral porte le combat contre les inégalités hommes/femmes, notamment à propos de l'égalité économique, politique et sociale ainsi que le combat contre toutes violences à l'égard des femmes.

La commission s'inscrit dans la décision du Conseil national de mettre en discussion, jusqu'à la Conférence nationale des 21 et 22 octobre à Villejuif, la candidature de Marie-George Buffet.

Aussi, l'idée d'un appel de Marie-George Buffet en direction des femmes a été retenue. Cela ne pourrait qu'aider le parti et sa porte parole à traiter politiquement du féminisme.

La commission s'inscrit dans la bataille pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes, s'inspirant de l'expérience de l'Espagne. Elle est maintenant à l'étape d'une rédaction législative afin d'être un véritable projet de loi. Il faudra agir pour mobiliser l'opinion publique afin que la majorité des parlementaires la votent.

Une grande manifestation est donc prévue dans 4 grandes villes de France le 25 novembre 2006

Le contenu de cette loi sera publié et fera l'objet d'un colloque le samedi 2 décembre 2006 au Sénat

Au niveau du PGE, le travail pour faire avancer les droits des femmes en Europe continue, notamment dans la logique de ce que disait Gisèle Halimi à la Fête de l'Huma avec "la clause de l'euro-péenne la plus favorisée".

Suite à la rencontre du 8 juillet à Paris, les 6 et 7 octobre s'est tenu à Trieste l'assemblée des femmes du PGE sur la précarité et les violences à l'égard des femmes. La commission a largement contribué à la rédaction de l'appel aux femmes d'Europe et aux gouvernements. Le compte rendu et l'appel définitif seront publiés dans le prochain bulletin.

Olivier Christol et Elisabeth Ackermann

### audition au Sénat

**Auditionnée par la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, voici ce que Laurence Cohen a défendu.**

La représentation des femmes dans la vie politique est une question de démocratie. Il n'y a aucune raison que les institutions continuent à fonctionner avec une majorité d'hommes élus, il y a besoin d'une participation à égalité de femmes et d'hommes.

Les femmes ont une vision différente du politique, du social, de l'économique, un autre rapport au pouvoir, aux êtres et à la citoyenneté et c'est normal. Il faut ce complément pour qu'il y ait plénitude. La parité est donc une question de démocratie et elle est elle-même facteur d'avancées démocratiques.

La loi sur la parité permet d'acter une progression du rôle des femmes en politique. Toujours très présentes sur le terrain des luttes, dans les associations, leur non reconnaissance dans les institutions ne pouvait pas durer.

**Quels moyens d'action pour améliorer la parité politique ?**

#### 1. La proportionnelle

J'ai la conviction que la proportionnelle est indispensable pour sortir du poids de la notoriété des sortants, c'est un moyen essentiel pour la démocratie, la représentation de tous les partis, cela doit permettre un vrai renouvellement et donc plus de femmes et de jeunes.

Je trouve tout à fait extraordinaire qu'on ait réussi à avancer pour les municipales et les régionales et pas pour les cantonales ni les législatives. Il faut donc réfléchir à des propositions concernant les scrutins uninominaux.

Revenons aux municipales. Nous sommes en présence d'un scrutin de liste à la parité intégrale, ou l'on a réglé le problème de la capacité de gestion en donnant un bonus à la liste majoritaire. Pourquoi ne pas appliquer ce principe pour la gestion des départements ? Il faut imaginer un scrutin de liste permettant une majorité départementale à parité sur le même schéma que pour les élections municipales. On nous oppose souvent que cela remettrait en cause le lien de proximité du conseiller général. Ne croyez-vous pas que la proximité d'un élu se construit par son enracinement dans la population, sur le territoire dans lequel il vit ?

Quant aux élections législatives, il faudrait envisager soit une proportionnelle complète, soit une dose de proportionnelle permettant de corriger l'aspect anti-démocratique des circonscriptions par rapport aux petites forces politiques, aux sensibilités moins représentées et permettant d'assurer une représentation des femmes plus importantes.

Le contre-exemple, ce sont les élections européennes : on avait une circonscription nationale, la parité pouvait se faire tout à fait naturellement à travers les listes rendues paritaires par alternance stricte. Au-delà du problème politique, puisque l'on passe à l'Europe des régions et non plus à l'Europe

des nations, la création de 8 circonscriptions inter-régionales nuit à la parité.

#### 2. Le statut de l'élu

Enfin, il y a besoin d'un statut du bénévole concernant tout militant associatif, syndical, politique. Ce statut doit s'articuler sur 3 idées fortes : disponibilité, formation, garantie de retour à l'emploi. On touche ici au besoin de mener des négociations, pas seulement au niveau de la fonction publique, mais également de l'entreprise privée (MEDEF).

Je pense fortement qu'il faudrait une validation des acquis, afin que l'engagement politique ne pénalise pas un déroulement de carrière et donc que l'homme ou la femme qui, pour des raisons de mandat électif, s'est éloigné de sa carrière pendant un moment puisse voir reconnaître son expérience associative, politique, ou syndicale. Et qu'il ou elle obtienne la garantie du retour à l'emploi.

Cela pose, également, la question des financements politiques. En effet, comment un parti peut garantir à ses responsables des ressources qui ne soient pas le fait d'un cumul des mandats ou d'une lutte pour garder le pouvoir parce que le mandat est le moyen de vivre.

Dans le même temps, il y a besoin d'améliorer la loi sur le cumul des mandats, c'est un moyen de déprofessionnaliser la politique et de la rendre plus accessible à toutes et tous.

#### 3. Application de la loi

Les mesures financières ne sont pas suffisantes, elles sont même inefficaces. Les grands partis paient les pénalités, et rien ne change sur le fond.

On peut imaginer un bilan des candidatures et au-dessous d'un certain niveau de représentation des femmes, le parti concerné serait contraint à changer d'attitude par une interdiction administrative de concourir à telle ou telle élection. Dans cette perspective, le parti concerné serait pénalisé dans la représentation de tous ses candidats, qu'ils soient hommes ou femmes.

Et puis, j'ai vu que plusieurs sénateurs ont déposé des lois pour que les femmes soient présentes à égalité dans les exécutifs, je partage totalement ce point de vue. Ainsi, le 8 mars 2005 le groupe CRC a soumis une proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux. Mais il faudrait se préoccuper des communautés d'agglomération qui échappent à toute parité.

Enfin, s'il y a à défendre la place des femmes dans les institutions, il y a également à examiner le rôle qu'elles y jouent (je vous invite à évaluer quelles responsabilités incombent le plus souvent aux femmes : affaires sociales, éducation, santé...)

**Comment fait-on, ensemble, pour que ces lois soient votées et appliquées. Quel rapport de forces devons-nous créer ensemble pour faire bouger les mentalités ?**

**On le voit, la parité politique est un combat.**

### préparation des Assises régionales pour l'emploi

**Notre commission participe à la préparation de ces Assises. À la suite d'une réunion qui s'est tenue le 27 septembre, nous avons tenu à remercier auprès d'Alain Obadia, en charge de la question de Sécurité emploi-formation, notre point de vue concernant l'égalité hommes/femmes au travail.**

Nous souhaiterions que la question des femmes salariées ne soit pas seulement abordée sous le prisme des discriminations.

**Donc, dans le projet de tract, notamment dans le chapitre : Un urgent besoin de réponse nouvelle,** il est impératif que figure la question de l'égalité homme/femme dans les critères d'embauche, les salaires et la formation.

L'inégalité est aussi source de discriminations et bien qu'il existe une multitude de décrets ceux-ci ne sont pas respectés. Aujourd'hui perdurent de fortes inégalités dans les salaires mais aussi dans les propositions de formation à l'égard des femmes.

Cette question avait fait l'objet d'un appel du forum que nous avons organisé avec Marie-George Buffet le 3 mars 2006 à la Mutualité, en présence de nombreuses associations, de tous les partis de gauche.

Élargir le rassemblement populaire pour le rendre majoritaire passe par l'implication

des femmes, et nous impose d'aborder cette question comme étant un enjeu de toute transformation de la société.

Depuis la bataille référendaire, nous ne cessons de bâtir des passerelles avec toutes celles qui luttent contre l'exploitation capitaliste et les discriminations sexistes.

Nous travaillons avec le CNDF (Collectif national droits des femmes) qui rassemble plus de 100 organisations, (associations, mouvements féministes, commissions femmes des syndicats et des partis de gauche), sur la mise en œuvre d'une campagne concernant l'égalité des femmes au travail.

Ces Assises ne peuvent donc passer à côté, nous serions en complet décalage avec nos décisions de congrès, les propositions alternatives que nous portons.

Des expériences intéressantes ont lieu sur cette question notamment dans certaines régions, je pense ici au travail de Gaëlle Abily, il y a donc matière à "cogiter" et à sortir des sentiers battus qui consistent à reprendre des discours pour les "décliner au féminin" sans toucher à la question de fond.

Pour aider à ce cheminement, notre commission est prête à être auditionnée et vous invite à prendre contact avec quelques personnalités pointues sur ce sujet. [...]

## dans le monde

**Un récent rapport de l'UNFPA** (Fonds des Nations unies pour la population) appelle les gouvernements à protéger les droits des femmes migrantes.

Le rapport révèle que 95 millions de femmes migrantes sont vulnérables et particulièrement exposées à la traite, à l'exploitation et aux mauvais traitements. Leurs droits continuent d'être négligés et ignorés. En appui à ce rapport, il nous faut pour notre part, exiger de notre gouvernement qu'il s'engage dans l'application des recommandations de l'ONU.

### **Afghanistan indignation et protestations**

En effet, Safia Annajan, fonctionnaire au gouvernement afghan, qui exerçait la fonction de directrice du département des femmes dans la province de Kandahar a été assassinée.

Comme les Nations unies, nous avons aussi signifié nos vives protestations auprès de l'ambassade d'Afghanistan à Paris.

### la commission a participé à une rencontre des femmes d'Europe organisée par *Initiative féministe européenne*

Adresse au Parlement européen, à la Commission européenne et aux gouvernements nationaux  
extrait de l'appel

L'*Initiative féministe européenne* pour une autre Europe a réuni, les 18 et 19 septembre, dans les enceintes du Parlement européen à Bruxelles, des militantes féministes originaires des Balkans et d'autres régions d'Europe, pour une conférence autour du thème : **La sécurité en Europe, pour qui ? Quelle Europe voulons-nous ?**

Il n'existe pas aujourd'hui de cadre européen légal contraignant les gouvernements nationaux et les institutions à agir efficacement au plan politique contre la domination patriarcale et la violation des droits des femmes.

Sur la base de ces considérations, les participantes à la conférence souhaitent mettre l'accent sur la nécessaire et urgente prise en compte, par les responsables politiques, du discours critique et des analyses féministes.

Elles adressent au Parlement européen, à la Commission européenne et aux gouvernements nationaux les exigences suivantes :

- Qu'ils renoncent à un modèle de sécurité et de défense commune qui revient à créer des structures fédérales de sécurité plus puissantes que celles des États membres et qui enjoint ces États d'augmenter leurs budgets militaires.
  - Qu'ils agissent pour un désarmement total, pour la réorganisation des structures militaires en unités civiles d'aide humanitaire et œuvrent à la résolution des conflits par la voie pacifique. Qu'ils mettent en place des structures de prévention paritaires, dans le cadre des politiques européenne et internationale de sécurité, en lieu et place de l'Agence européenne de défense.
  - Qu'ils élargissent le concept politique de sécurité globale en y incluant la violence structurelle à laquelle les femmes sont confrontées au quotidien.
  - Qu'ils ouvrent, sur les questions de la sécurité, un espace de parole et en assurent l'accès aux populations concernées : les femmes, les féministes, les militant-e-s de la paix, les associations, les chercheur-e-s... Que cet espace crée la place pour des idées nouvelles, des débats transparents et des approches novatrices.
  - Qu'ils s'attachent à promouvoir **une Europe laïque comme objectif fondamental** de la politique européenne et mettent en place des politiques qui garantissent le droit de toutes les femmes à disposer de leur propre corps, à bénéficier du droit à l'avortement – en tant que droit humain, mais aussi comme partie intégrante de leur propre sécurité .
  - Qu'ils reconnaissent la marginalisation globale des besoins et des ressources des femmes, y compris en matière de sécurité et promeuvent des politiques visant à une affectation égale des ressources et du pouvoir entre les hommes et les femmes.
  - Qu'ils œuvrent dès à présent à l'instauration et à **l'harmonisation, pour tous les pays et pour toutes les femmes de l'Union européenne, de cadres légaux contraignants basés sur les législations les plus progressistes et les plus avancées pour les droits des femmes.**
  - Qu'ils promeuvent en urgence des politiques et soutiennent les comportements visant à la transformation des relations de pouvoir entre sexes dans l'espace public comme dans l'espace privé.
- Qu'ils s'attachent immédiatement à repenser et à transformer les politiques de sécurité et de défense de l'Union européenne pour que le projet européen soit porteur de paix véritable, de justice sociale et de démocratie et constitue l'alternative nécessaire à la destruction des êtres humains et de l'environnement, l'alternative à l'auto-destruction.
  - Qu'ils interpellent et remettent en cause, à tous les niveaux et de façon radicale, les concepts patriarcaux traditionnels de guerre, de paix et de sécurité. Il est urgent d'envisager la sécurité comme une question humaine basée sur une éthique de solidarité et procèdent à la condamnation immédiate et absolue du recours à la force comme moyen de résoudre les conflits, ainsi que du militarisme et de toutes les autres formes de violence.
  - Qu'ils procèdent d'urgence au réexamen du contenu du concept de démocratie. Le fait que, sur les 202 membres de la Commission qui a préparé le projet de traité constitutionnel européen, il n'y ait eu que 17 femmes, n'est que l'un des exemples de cette forte carence de démocratie.
- L'égalité entre les hommes et les femmes doit être reconnue comme une valeur fondatrice de l'Union européenne.**

**21-22 octobre** Conférence nationale à Villejuif

**25 novembre** Manifestation pour exiger le vote de la loi cadre contre les violences faites aux femmes

**2 décembre** Colloque au Sénat et diffusion de la loi

## Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 11 74 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

---

## BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

**Fédération :** \_\_\_\_\_  
nom et adresse

**Camarade qui passe commande :** \_\_\_\_\_  
nom et prénom, téléphone

nombre

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = \_\_\_\_\_

**Total commande :** \_\_\_\_\_

**ci-joint : règlement** \_\_\_\_\_